



Les rendez-vous environnement d'Africa 21

Episode 1

Une année de changement climatique en Afrique et Résultats de la COP 30 pour les pays africains

Jeudi 27 novembre 2025

Avant propos

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de l'**Association Africa 21** (www.africa21.org) intitulé Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique, une initiative qui regroupe plus de 1000 journalistes dans 47 pays du continent africain qui ont en commun l'intérêt pour les questions de développement durable, l'impact du changement climatique, l'évolution des modes de production et de consommation sur le continent.

L'Association Africa 21 remercie l'institution qui a permis le lancement de cette nouvelle activité, à savoir la **Fondation Dudley Wright** (<https://hdwright.org/fr/>), qui est basée à Genève et qui a pour vocation de faire la promotion de la science et de la rendre accessible auprès du grand public.

Cette nouvelle activité s'inscrit dans l'effort international de lutte contre la désinformation, en particulier sur les questions en lien avec l'environnement, le développement durable, le changement climatique (à l'image de l'initiative mondiale pour l'intégrité de l'information

lancée par l'UNESCO et mise en avant lors de la COP 30 de Belém au Brésil :
<https://www.unesco.org/en/information-integrity-climate-change>).

Les rendez-vous de l'environnement ont pour objectifs de créer des ponts entre les communautés d'experts des organisations, les scientifiques et les journalistes basés sur le continent africain, en délivrant des éléments de décryptage, en partageant des sources d'information fiables et en mettant en relation les journalistes avec des référents ou des institutions de haute qualité.

Il s'agit d'un rendez-vous mensuel, en ligne, sous forme de table ronde, portant à chaque épisode sur un thème d'actualité en lien avec le développement durable, le changement climatique et l'Afrique. Ces rendez-vous ont également pour vocation d'encourager à une production de qualité sur nos thèmes d'intérêt dans les médias africains et de sensibiliser le grand public en Afrique sur toutes ces questions.

L'épisode est à revoir dans son intégralité sur la chaîne Youtube d'Africa 21 :
https://www.youtube.com/watch?v=DbV5QMUR_wA&t=907s

Modération :



Marthe Akissi, journaliste spécialisée en environnement et présentatrice du journal télévisé de la Radiodiffusion-Télévision Ivoirienne (RTI).

Invités :



Brigitte Perrin, Responsable de la communication à l'Organisation Météorologique Mondiale



Dr. Al Hamndou Dorsouma, Directeur par intérim du Département du changement climatique et de l'économie verte (PECG) et Responsable de la division Changement climatique et Croissance verte (PECG2) à la Banque Africaine de Développement



Dr. Khadija Kabidi, Chargée du climat et de l'exploitation À la direction générale de la météorologie du Maroc



Durrel Halleson, Responsable des politiques et des partenariats à WWF Afrique

La table ronde

Marthe Akissi - Bonjour à toutes et à tous. Je suis très heureuse cet après-midi de modérer cette table ronde. Il s'agit du premier « Rendez-vous environnement » qui permettra aux experts réunis autour de cette table ronde virtuelle de décrypter les enjeux environnementaux, climatiques et de développement durable qui sont au cœur des grandes rencontres internationales telles que la COP 30.

On vient de le constater, la COP 30 a refermé ses portes avec toutes ses ambitions et aussi ses annonces fortes. Nous en reparlerons longuement.

Notre table ronde du jour va s'articuler en 3 parties : une première portera sur l'année 2025 et les épisodes climatiques qu'a connus l'Afrique, puis nous en aborderons la COP 30; une deuxième partie viendra à répondre aux questions envoyées par les journalistes du Réseau d'Africa 21 ces derniers jours; enfin la dernière partie permettra aux personnes en ligne de réagir.

Sans plus tarder, je vais donc présenter avec grand plaisir les différents invités, à commencer par Brigitte Perrin. Brigitte Perrin est Directrice de la communication stratégique à l'Organisation Météorologique Mondiale, OMM. Bonjour Brigitte, je suis ravie que vous soyez là avec nous cet après-midi pour parler de cette question. Bienvenue à vous donc. À la suite de Brigitte, nous avons également l'honneur d'accueillir Dr. Al-Amoudou Dorsouma. Vous êtes Chef de la division climat et croissance verte à la Banque africaine de développement. Nous avons également parmi nous Khadija Kabidi, qui est également docteur et ingénieur en météorologie. Elle est lauréate de l'École de météorologie de Toulouse. Khadija travaille à la Direction générale de la météorologie du Maroc. Khadija Kabidi, nous sommes très heureux de vous accueillir. Enfin, nous avons Durrel Halleson, Responsable des politiques et des partenariats au WWF Afrique

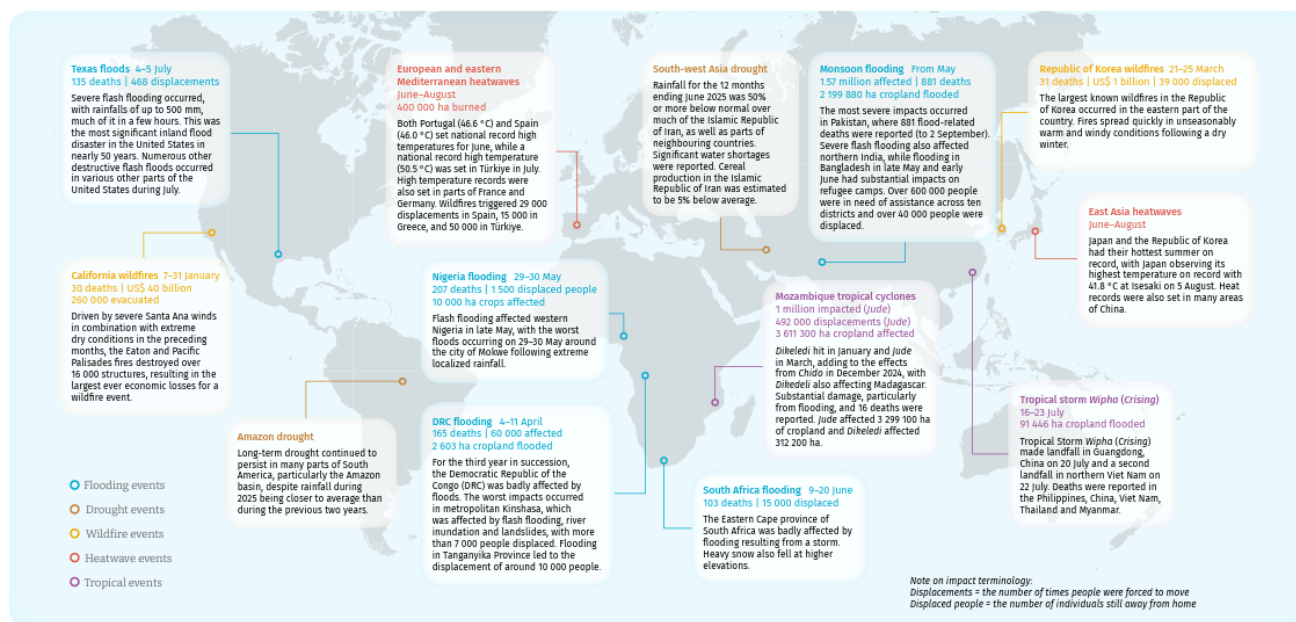
C'est un grand plaisir de tous vous recevoir.

Nous allons immédiatement rentrer dans le vif du sujet.

Nous sommes pratiquement à la fin de l'année 2025. Peut-être pouvons-nous déjà porter un premier bilan de ce qui fut l'année climatique sur le continent. Brigitte, quels sont les événements météorologiques qui ont marqué le continent durant cette année 2025?

Extreme weather and climate-related events to August 2025 had major global impacts

The compounding impacts of these events have damaged cropland, eroded livelihoods and deepened poverty, and contributed to displacement across multiple regions.



Brigitte Perrin – Merci de me donner la parole. Il y a eu de nombreux événements météorologiques extrêmes, cette année dans le monde et en Afrique. Je vais en premier lieu vous montrer une carte.

Il ne s'agit pas d'une vue tout à fait complète de tous les événements en Afrique. Cette illustration vient du Rapport provisoire sur le climat mondial qui a été publié deux jours avant le début de la COP 30. Chaque année, on publie ce rapport provisoire pour donner une tendance et pour indiquer quelles sont les grandes tendances de l'année. Évidemment, ces données vont encore être révisées et le rapport final sera publié en mars ou avril 2026 et sa version africaine début mai,

Pour répondre à la question de Marthe et préciser un élément important, il ne s'agit que de données couvrant la période entre janvier et août 2025. Dors et déjà certains événements ont marqué l'esprit des populations : les inondations au Nigeria, 29 et 30 mai 2025, 207 morts, 1500 personnes déplacées, 10 000 hectares de champs affectés. Au mois d'avril 2025, en République démocratique du Congo, des inondations également, 165 morts, 60 000 personnes affectées. Au Mozambique, plusieurs cyclones tropicaux qui ont touché le pays. J'en profite pour signaler que si le Mozambique a eu peu de victimes à l'issue de ces événements c'est en particulier car énormément d'investissements ont été faits concernant les systèmes d'alerte précoce. Ces

derniers ont extrêmement bien fonctionné et nous utilisons beaucoup ces exemples du Mozambique pour montrer l'utilité et la nécessité d'investir dans les systèmes d'alerte précoce mais aussi dans les systèmes d'observation qui nous permettent d'avoir une plus grande fiabilité sur la prévision des catastrophes et des événements météo-extrêmes. Enfin, l'Afrique du Sud a connu du 9 au 20 juin 2025, là aussi des inondations, 103 morts, 15 000 personnes déplacées. C'est juste un tout petit aperçu. Il y en a d'autres, il y en a qui ont été moins spectaculaires probablement, mais qui sont tout aussi graves. Plus tard, peut-être pendant cette réunion, je pourrais vous donner quelques chiffres aussi sur l'évolution de ces alertes précoces et comment on a pu améliorer en Afrique la prévention grâce à ces systèmes.

Marthe Akissi- Durrel, avez-vous des éléments à ajouter, vous qui travaillez au WWF et êtes très souvent sur le terrain ?

Durrel Halleson – Je vous remercie pour cette opportunité de m'exprimer. Ces deux dernières années nous avons vu beaucoup de manifestations négatives des effets du changement climatique en Afrique, notamment récemment au Kenya avec des inondations où il y a eu beaucoup de morts. Le WWF est présent en Afrique depuis les années 1960 et depuis cette époque les experts du WWF ont pu voir la situation évoluée. Le changement climatique est bien visible sur notre continent, on ne peut plus tourner le dos à ça. L'Afrique est consciente des problèmes et elle s'organise, notamment à travers les sommets africains sur le changement climatique, dont le dernier a eu lieu en septembre 2025 à Addis Abeba en Ethiopie. Les africains ne veulent pas être perçus comme des victimes, mais plutôt comme un continent porteur de solutions aux effets du changement climatique. On peut citer par exemple les initiatives autour du bassin du Congo, deuxième plus grand bassin forestier au monde. Mais cependant oui, les effets sont là et connus... Sur l'agriculture, l'accès à la nourriture, la nutrition, les infrastructures. Il faut faire avec, les Etats sont vulnérables mais en même temps très résilients. Je suis content que le Dr. Dorsouma soit avec nous cet après midi car nous collaborons beaucoup avec la Banque africaine de développement. Nous avons par exemple des projets avec les communautés au Cameroun, notamment un projet sur l'adaptation dans le secteur agricole, avec les petits producteurs dans le secteur du cacao. Dans ce projet nous montrons comment, avec un espace réduit on peut cultiver plus avec des rendements importants. Il existe beaucoup de solutions sur le terrain à soutenir. On travaille également par exemple sur des projets d'accès à l'énergie en Afrique de l'Est.

Marthe Akissi – Merci Durrel, on reviendra vers vous concernant la COP 30 car je sais que vous étiez sur place pour le compte du WWF. Je souhaiterais maintenant me tourner vers Madame Kabidi. Quelle est la situation au Maroc ? Dans les médias on parlait de crise de l'eau, depuis plusieurs années, qu'en est-il ?

Dr. Khadija Kabidi - Je vous remercie de me poser cette question. Effectivement, comme vous l'avez mentionnée, au Maroc, on vit des sécheresses de plus en plus fortes. On est à notre septième année consécutive de sécheresse, ce qui veut dire qu'on est dans un niveau malheureusement d'alerte plus élevé et alarmant. Si on parle de l'année agricole, la dernière année agricole pour laquelle on a des données complètes, 2023-2024, on est sur l'année la plus sèche depuis les années 1960. Le déficit des précipitations était de 46% par rapport à la normale

des 30 dernières années (période de référence 1991-2020). Le taux de remplissage des barrages est de plus en plus bas, aux alentours de 30%, voire moins dans certains secteurs. Ce phénomène est dû à un manque de précipitations, mais également par un taux d'évaporation plus élevé dû aux vagues de chaleur. On est confronté maintenant à un stress hydrique qui n'est pas devenu conjoncturel, mais qui est devenu structurel malheureusement pour la région du Maghreb et au Maroc en particulier.

Marthe Akissi – Pour rebondir avec vous Dr. Kabidi, quels sont les secteurs qui payent le plus fort le plus fort tribut au changement climatique au Maroc ?

Dr. Khadija Kabidi - plusieurs secteurs sont touchés par ces aléas climatiques, cette variabilité, entre autres l'accès à l'eau, qui est devenue très préoccupant ces dernières années, avec des bassins qui accusent des déficits de plus de 60%. Cela touche l'accès à l'eau potable aussi bien que l'irrigation. Le Maroc est engagé dans une réflexion sérieuse devant apporter des solutions concrètes et urgentes. Au passage, la semaine prochaine, du 1er au 5 décembre 2025, nous accueillerons la 10e édition du Congrès mondial de l'eau, avec plusieurs organisations internationales. Près de 20 ministres sont attendus et l'Afrique sera bien représentée. A cette occasion, un certain nombre de solutions innovatrices, déjà testées au Maroc, seront présentées, devant remédier à ces défis-là. On parlera entre autres, des autoroutes de l'eau entre les bassins pour connecter les zones les plus vulnérables, qui manquent actuellement d'eau, afin d'assurer les besoins de base en eau potable. Il sera aussi mentionné l'utilisation des eaux usées, les projets de dessalement à coût réduit pour l'irrigation et d'autres usages.

L'agriculture est un secteur clé au Maroc qui est très dépendant des ressources hydriques... Donc moins d'eau moins de production agricole. L'année 2023-2024 a connu un déficit très important avec une chute de production de plus de 40%. La production céréalière a été très touchée, provoquant des hausses de prix.

Autre secteur à citer, celui de la santé évidemment, qui est lié aux aléas du changement climatique avec la hausse des températures, les vagues de chaleur ou les tempêtes de sable, qui deviennent de plus en plus fréquentes sur le sud ou le sud-est du pays.

Marthe Akissi – Nous vous remercions pour ces informations Dr. Kabidi. Je me tourne maintenant vers Dr. Dorsouma. Vous qui travaillez déjà à la Division climat et croissance verte à la Banque africaine de développement, dites-nous concrètement, au niveau de la BAD, comment vous percevez la situation – et probablement vous produisez vous-mêmes vos propres rapports-, mais aussi les actions que vous menez forcément en termes d'adaptation dans les différents pays d'Afrique. Parlez-nous un peu des analyses produites par la BAD et du constant qui en ressort.

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Merci, Marthe. Je pense que mes prédécesseurs ont touché du doigt les questions clés concernant la situation actuelle liée au changement climatique sur le continent africain. Je salue le travail que fait mon ancienne organisation, l'Organisation météorologique mondiale, pour laquelle j'ai travaillé il y a plusieurs années, sur l'état du climat dans le monde et particulièrement en Afrique. Le tableau est certes sombre, les événements climatiques se sont intensifiés et leur fréquence est devenue de plus en plus courte. Les

événements qu'on pouvait voir sur chaque 10 ans, arrivent maintenant tous les 2-3 ans. On a parlé des inondations, des cyclones tropicaux, les cyclones qui ont touché par exemple le Mozambique, il y en a eu 3 cette année. Les cyclones Chido, Dikenedi, Jude, et c'était la même chose en 2024. Mais au-delà de ça, il y a les sécheresses. On a vu les sécheresses entre 2020 et 2023 sur la corne de l'Afrique, qui a décimé des troupeaux, qui a causé d'importantes pertes en vie humaine, d'importantes pertes agricoles. Et ça continue. C'est la même chose en Afrique australe. Si vous visitez des pays comme le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le constat est visible. Des sécheresses que l'on voyait plutôt chaque 10 ans ou chaque 15 ans arrivent presque chaque année. Donc les défis sont là, les événements climatiques sont là, on les vit presque chaque année. Chaque événement a un impact important sur la vie des populations, sur les communautés, comme vous l'avez dit, sur également les budgets des États, parce que les États sont obligés de réallouer des ressources qui étaient dédiées à d'autres investissements importants en matière de développement pour faire face à ces situations. Mais je suis aussi entièrement d'accord avec Durrel quand il dit que le changement climatique, ce n'est pas seulement les problèmes, il y a aussi les solutions. Souvent, on met très peu en exergue des solutions pour faire face au changement climatique. Parce que nous, qui travaillons dans le domaine, nous savons qu'au-delà des défis, il y a des opportunités. Et c'est l'approche que nous avons adoptée au sein de la Banque africaine de développement. Quelles sont les opportunités pour que nous passions des systèmes, des modèles de développement actuels vers des modèles plus résilients, des modèles plus sobres en carbone ? Et les opportunités, il y en a beaucoup dans plein de secteurs. Prenez juste les infrastructures. Tout le monde sait que plus de 70% des infrastructures futures du continent africain sont encore à construire. Comment faire pour construire cela de façon résiliente et de façon sobre en carbone ? Il faut tenir compte des erreurs des autres pays, notamment des pays riches, qui se sont développés sur des modèles pas du tout adaptés aujourd'hui. Vous prenez les énergies renouvelables. 45% des capacités techniques en matière d'énergie renouvelable dans le monde se trouvent en Afrique actuellement. Comment maximiser ces opportunités pour faire en sorte que les populations africaines aient accès à l'électricité, rappelons qu'encore aujourd'hui plus de 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. Comment faire pour que cette électricité soit plutôt basée sur des ressources renouvelables ? Parlons urbanisation. L'Afrique s'urbanise de façon très rapide. Malheureusement, cette urbanisation se fait de façon très mal planifiée. Comment faire en sorte que nos villes soient bâties sur des bases plus résilientes ? L'agriculture. Plus de 65% des terres arables du monde se trouvent en Afrique. Comment faire en sorte que ces terres soient cultivées, valorisées sur des bases résilientes et sobres en carbone ? Les ressources naturelles. Durrel a parlé du bassin forestier du Congo. Un important puits de carbone, le plus important aujourd'hui dans le monde, surpassant même l'Amazonie, la forêt de l'Amazonie, qui était la première. Aujourd'hui, le bassin du Congo a pris le dessus, avec des importants potentiels de marché de carbone. Comment valoriser cela ? Les minéraux critiques, tout le monde le sait. Les minéraux dont on a besoin pour la transition verte dans le monde, aujourd'hui, se trouvent en Afrique. Comment faire en sorte que nous puissions développer une industrie manufacturière sur la base de ces minéraux ? Je ne vais pas m'étaler trop là-dessus, mais pour revenir directement sur votre question en matière de résilience climatique, au cours de ces dernières années, la BAD a lancé d'importants programmes. Notamment, par exemple, le programme sur l'accélération de l'adaptation en Afrique. Un programme de 25 milliards de

dollars pour accroître les actions d'adaptation sur le continent africain. Parce que, vous le savez, l'adaptation est la priorité de l'Afrique en matière de changement climatique. C'est vrai, nous avons le potentiel pour contribuer aux efforts d'atténuation, c'est-à-dire réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais en 2025, 9 des 10 pays les plus vulnérables au changement climatique dans le monde se trouvent sur le continent africain. 9 des 10. Le premier, c'est le mien, le Tchad. Après, il y a la République centrafricaine, l'Érythrée, le Soudan, la République démocratique du Congo, etc. L'adaptation est cruciale. C'est pour cela que la BAD s'est fixée pour objectif de s'assurer que nos financements en matière de changement climatique aillent plus vers l'adaptation que vers l'atténuation. Nous avons fixé un objectif de parité qu'on a dépassé depuis quelques années. Aujourd'hui, autour de 60% de nos ressources de financement climatique vont vers l'adaptation. Nous avons également lancé récemment une initiative avec la mise en place d'un guichet d'actions climatiques, un nouvel instrument, lancé y a deux ans, et qui l'an passé a soutenu financièrement 41 projets, d'adaptation en Afrique. 39 autres sont en attente de financement près à être lancés. Et nous souhaitons accélérer pour développer encore plus de projets. Cela ne peut pas se faire seul bien évidemment. Nous travaillons étroitement avec nos partenaires, notamment le Fonds vert pour le climat, et nous souhaitons passer d'initiatives plus petites à des initiatives beaucoup plus importantes et d'envergure.

Marthe Akissi - Merci beaucoup à vous, Dr. Dorsouma, pour tous ces détails. Justement, je me tourne vers Brigitte Perrin. Vous mentionnez tout à l'heure des données de l'OMM, sont-elles disponibles quelque part ? Avec Dr. Dorsouma nous parlions d'adaptation. Comment la notion d'adaptation est intégrée par l'OMM ?

Brigitte Perrin – Merci beaucoup, Marthe. Plusieurs sources sont disponibles, notamment le rapport provisoire sur l'état du climat mondial (uniquement en anglais) et son communiqué de presse disponible en français. Le rapport sur le climat en Afrique 2024 est disponible, celui-là a été publié en français. Ces documents vous donnent une bonne idée des actions qui sont entreprises par l'OMM, notamment en termes d'adaptation. Un autre rapport sur les zones de sécheresse les plus critiques dans le monde est également sorti cet été.

En termes d'adaptation, l'OMM a été mandatée par le secrétaire général de l'ONU, avec l'UNDRR, le bureau des Nations Unies pour la prévention des risques de catastrophe, pour mener l'initiative d'alerte précoce pour tous, qui vise à couvrir tous les pays du monde avec des alertes précoces d'ici à 2027. Cette initiative a été lancée en 2022. Les premières actions ont été entreprises à partir de 2023.

Un rapport a été publié récemment donnant certains chiffres sur l'évolution de cette initiative. Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes, on a amélioré d'environ 72% les capacités d'alerte multi-aléas depuis 2015 en Afrique. Même si on partait de très bas, cela démontre quand même que les investissements qui ont été faits sur les pays africains se sont avérés extrêmement utiles. On a aujourd'hui plus de 50% des pays africains qui disposent d'un système d'alerte précoce. Avant le lancement, on était à environ 3 sur 10. Aujourd'hui, on est à 5 sur 10. Évidemment, ce n'est pas suffisant. Il faut arriver à plus. Mais disons qu'on commence à avoir des résultats qui sont évidemment un peu exponentiels, puisque chaque fois qu'on installe des

stations d'observation, on peut mieux prédire les événements extrêmes. Quand une station d'observation est installée dans un pays, elle permet de couvrir les voisins pays puisque, comme vous le savez très bien, la météo n'a pas de frontières. Donc, des investissements dans un pays comme le Mozambique, dont je vous ai parlé tout à l'heure, va avoir un impact sur tout l'Est de l'Afrique puisque ça va donner des mesures qui seront plus précises et qui vont permettre de renseigner sur l'évolution de la météo sur toute une région.

L'Afrique est le premier bénéficiaire des financements internationaux, et de loin, pour les alertes précoces, qui représentent au total au niveau mondial 923 millions de dollars.

Il reste encore du travail. Par exemple au Soudan 67% des ménages ont été touchés par les aléas climatiques mais seulement 39% avaient accès à une information météo.

L'adaptation, c'est quelque chose de très important pour l'OMM, évidemment. Le volet de l'adaptation, les alertes précoces se situent en quatre volets. Dans un premier temps, on prépare les gens. C'est toute la préparation, l'information, comment se protéger contre les aléas de la météo. L'OMM, elle, s'occupe de la prévision, des observations, de s'assurer que la bonne prévision va arriver au bon endroit et au bon moment, évidemment. Ça, c'est ce que fait l'OMM. Et ensuite, derrière le travail de l'OMM, il y a le travail de l'Union internationale des télécommunications qui s'assure que les alertes précoces qui seraient émises par les services météo vont bien pouvoir atteindre les citoyens à travers les téléphones mobiles, la radio, la télévision, et parfois simplement des communications communautaires. Ça, c'est un élément extrêmement important. Et enfin, la fédération de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui s'occupe de l'après événement météo extrême et qui s'assure que chaque citoyen peut être habilité et peut recevoir de l'aide de première urgence. Donc on travaille avec ces trois autres agences pour s'assurer que le cycle de l'alerte précoce complet puisse être mis en place.

Marthe Akissi - Merci beaucoup. Merci Brigitte pour toutes ces précisions. Alors, je me tourne vers Durrel. Vous avez participé à la dernière COP, et ce n'était pas la première à laquelle vous assistiez... Quels ont été les résultats de la COP30 ? Parce que certains parlent de fiasco. Quelle place a eu l'Afrique au cœur de ce rendez-vous mondial ?

Durrel Halleson – Merci, Marthe, pour cette question. Je pense que c'est la question que tout le monde se pose. Est-ce que la COP30, telle qu'annoncée par Lula à Charm el-Cheikh en 2023, a tenu ses promesses ? 2025 était un grand moment de réflexion, 10 ans après l'adoption de l'accord de Paris lors de la COP 21. On s'attendait à retrouver la même ferveur qu'à Paris. C'était annoncé comme la « COP de l'action ». C'était aussi une COP qui se tenait à un moment particulier dans le contexte de la montée du climatocépticisme et du retrait des Etats Unis de l'Accord de Paris. Je rappelle aussi que l'Afrique partait à la COP non pas comme une région victime mais comme une porteuse de solutions. 4 priorités avaient été définies par les gouvernements africains.

La première était le renforcement du financement de l'adaptation -et je pense que le Dr. Dorsouma a parlé de ça - l'avancement des transitions justes et équitables, le soutien ou les appuis aux solutions fondées ou basées sur la nature, mais aussi la réforme de l'architecture financière, surtout sur le financement climatique. Quand on regarde les grandes décisions qui

sont prises dans ce cadre, on peut dire qu'on attendait beaucoup plus, mais on a quand même obtenu des résultats notables. Par exemple, la décision pour tripler le financement sur l'adaptation, elle était la bienvenue. L'objectif précédent était de doubler, c'est-à-dire 40 milliards de dollars jusqu'en 2025. Maintenant, il y a beaucoup de financements qui vont entrer dans l'adaptation ; et comme la mentionné le Dr. Dorsouma la priorisation sur l'adaptation est liée directement avec notre trajectoire de développement.

Aussi, une autre grande décision qui a été prise à la COP, c'est l'adoption d'un nouvel indicateur volontaire, portant sur le suivi des progrès en matière d'adaptation. 159 indicateurs ont été adoptés. C'est un progrès car cela permet d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'orientation du financement vers des actions concrètes.

La COP a adopté ce qu'on appelle « Gender Climate Action ». La COP a reconnu le rôle essentiel des femmes, mais pas seulement des femmes, aussi des peuples autochtones, des communautés afrodescendantes et des gouvernements locaux dans les actions climatiques.

La vraie déception porte en revanche sur les engagements en faveur des forêts. Aucune décision n'a été prise à ce sujet. Cependant il a été décidé de mener un processus parallèle pour la mise en place d'un groupe d'expert et d'une feuille de route sur la déforestation d'ici à la COP 31.

Aucune décision n'a été prise également concernant la sortie des énergies fossiles.

Il sera intéressant de voir comment l'Afrique peut se positionner notamment en sachant qu'elle accueillera la COP 32 à Addis Abeba.

Marthe Akissi - D'accord. Justement, sur ce point-là, on aura l'occasion d'en parler tout à l'heure, et de revenir aussi sur les positions africaines qui avaient été formulées au sommet africain sur le climat récemment. Mais avant cela je voulais redonner la parole à Khadija Kabidi. Les décisions prises à la COP sont-elles en phase avec les réalités dans le Maghreb ?

Dr. Khadija Kabidi - Au Maghreb, en particulier au Maroc, il y a des projets assez ambitieux, notamment le triplement de la production d'énergie d'ici 2030. Cet objectif ambitieux se base surtout sur l'énergie solaire. Notamment le projet Noor sur le sud du Maroc, sur la région de Ouarzazate ou encore le parc de Tafaya.

Ces projets sont assez importants pour le Maroc afin d'assurer une transition vers une économie verte et moins dépendre des énergies fossiles en offrant une alternative qui contribuera quand même à la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Marthe Akissi - D'accord. Merci beaucoup. Docteur Dorsouma, je me tourne vers vous à présent. Vous avez participé aux différentes COP. Vous étiez à la COP 30. Parlez-nous un peu des résultats, en particulier le « serpent de mer » du financement. Est-ce qu'on peut avoir plus de détails ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Merci. C'était une COP assez particulière. Comme l'a dit Durrel, c'était la COP de la mise en œuvre, mais elle a été également dénommée comme étant la COP de la vérité. C'est-à-dire qu'il faut qu'on se dise les choses en face et puis aller de l'avant. Et de

ce point de vue, moi, je pense que vous avez parlé du financement. Moi, je vois cinq domaines où j'ai observé des avancées. Ça se résume dans l'accord au minimum qui a été trouvé à Belém.

Le premier, justement, c'est sur le financement. Parce qu'il faut reconnaître que l'année dernière à Bakou, à la COP 29, il a été décidé que d'ici 2035, la communauté internationale puisse fournir 300 milliards de dollars par an comme financement climat aux pays en développement. Malheureusement, on a trouvé que ces 300 milliards étaient insuffisants par rapport aux besoins, et il a été décidé que des négociations allaient se poursuivre jusqu'à la COP 30 pour atteindre 1 300 milliards de dollars par an. Et je crois qu'à Belém, un acquis majeur, c'était cette décision sur les 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035.

Deuxièmement, c'est sur le financement de l'adaptation. Comme il l'a dit, on a pris la décision importante de tripler le financement de l'adaptation, pour atteindre 300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Ça, c'est quand même deux décisions sur le financement qui, à mon avis, sont d'une importance capitale. Comme Durrel l'a dit, il y avait l'objectif global sur l'adaptation qui traînait depuis dix ans. On n'arrivait pas à s'entendre sur comment mesurer et mettre en œuvre cet objectif.

L'atténuation, c'est simple. On sait ce que sont les émissions de gaz à effet de serre, on les mesure, une tonne de carbone coûte tant... Mais l'adaptation, c'est difficile à mesurer. Quels indicateurs utiliser ? On est parti de plus de 300 indicateurs à 200. Après, on a réduit à 159. Ils se sont entendus sur 60 indicateurs.... Et le travail va se poursuivre.

Les pays africains avaient mis l'accent là-dessus. C'est bien beau d'avoir des indicateurs. Mais il faut attacher ces indicateurs à des engagements financiers. Et c'est là où ils n'ont pas réussi, il n'y a pas eu d'accord là-dessus. Mais quand même, un accord a été trouvé sur la série d'indicateurs, une soixantaine environ, pour mesurer l'adaptation dans les années à venir. Le troisième domaine que moi je vois, c'est sur la transition juste. Vous savez, c'est bien beau de dire « il faut sortir des énergies fossiles ». Mais il y a des personnes qui travaillent dans ces secteurs-là, des personnes qui travaillent dans l'industrie pétrolière, des personnes qui travaillent dans l'industrie du charbon, des personnes qui travaillent dans l'industrie du gaz. Comment assure-t-on la transition de ces personnes, une transition inclusive et juste dans d'autres secteurs ou métiers ? Est-ce qu'on leur assure un travail décent par la suite, lorsqu'on doit fermer toutes ces industries ? Donc, il y a une décision quand même sur un mécanisme, sur une transition, inclusive et juste. Moi, ça, c'est le troisième aspect que je note dans l'accord de Belém.

Le quatrième domaine porte sur les nouvelles initiatives. L'accord a permis d'avoir une initiative sur ce qu'on appelle l'accélérateur mondial de mise en œuvre. et également un mécanisme qu'on appelle « Belém 1.5°C ». Souvenez-vous de l'objectif ambitieux de Paris, de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1.5°C. Or en 2024, on a oublié de le dire auparavant, c'est en 2024 que ce seuil a été dépassé pour la première fois. C'est un objectif que l'on doit essayer de garder le plus possible, c'est pourquoi ce mécanisme a été mis en place.

Le dernier point, et c'est là où on n'a pas trop réussi, c'est sur la sortie des énergies fossiles. Même s'il n'y a pas eu une entente, puisqu'il y a eu des points de divergence entre les pays

pétroliers, les pays producteurs de gaz, etc., et ceux qui veulent aller vers des énergies renouvelables, il y a eu cette dissension, mais il y a quand même un processus qui a été enclenché à Belém. Il y a eu, sous l'impulsion de plus de 80 pays, qui ont dit « Ok, même si on ne s'entend pas, entendons-nous pour nous entendre l'année prochaine. » C'est-à-dire que même s'il n'y a pas eu une décision prise cette année sur la sortie des énergies fossiles, Il y a un processus qui est en place avec la Colombie qui va organiser une conférence internationale sur cette question l'année prochaine pour qu'à la COP 31, on puisse avoir une décision sur la sortie des énergies fossiles.

Et enfin, je vais m'en arrêter là. Pour ce qui concerne l'Afrique, Durrel a tout dit. Mais il y a un point clé sur lequel l'Afrique a insisté, c'est sur la reconnaissance de la situation spécifique de l'Afrique. C'est le continent qui émet le moins, moins de 4% des émissions de gaz à l'échelle mondiale. Mais c'est le continent le plus vulnérable, comme je l'ai dit, 9 des 10 pays les plus vulnérables se trouvent en Afrique. Mais en même temps, c'est le continent qui reçoit le moins de financements climatiques, moins de 3% des financements climatiques à l'échelle mondiale viennent vers l'Afrique. Donc l'Afrique voulait cette reconnaissance qu'elle a une situation particulière. Là également, le continent a buté sur des oppositions venant des autres régions. L'Amérique latine, les Caraïbes, l'Asie-Pacifique, et les autres se sont dit pourquoi reconnaître un statut particulier pour l'Afrique, pourquoi pas un statut particulier pour les autres continents. L'Afrique se bat toujours pour avoir ce statut. J'espère qu'il l'aura un jour, mais pour le moment, on n'a malheureusement pas obtenu d'accord.

Mais comme l'a dit Durrel, il y a quand même un effort à Belém qui a été fait. On a trouvé une solution pour reconnaître aussi les droits des peuples autochtones et les droits de ce qu'on appelle les peuples afrodescendants, leur rôle dans la protection de la nature et dans la lutte contre le changement climatique. Mais sur les forêts, Durrel, il y a quand même eu des avancées. Il y a eu le lancement par le Brésil d'un fonds de 5,5 milliards de dollars qui s'appelle le TFFF (pour Tropical Forest Forever Facility) afin d'impulser un engagement. On a eu également un engagement financier de 2,5 milliards de dollars qui a été pris à la COP 30 à Belém pour les forêts du bassin du Congo. Je vais m'en arrêter là. Merci.

Marthe Akissi - D'accord. Merci beaucoup à vous, Dr. Dorsouma. Je me tourne vers Brigitte Perrin. L'OMM a publié ces dernières années plusieurs rapports sur le climat. Dr. Dorsouma vient de nous présenter plusieurs résultats ou décisions qui ont été arrêtées à la COP30. Est-ce que vous pensez que ces décisions sont à la hauteur des alertes scientifiques relayées à travers vos rapports ?

Brigitte Perrin - Les décisions sont prises par les négociateurs. Même si l'OMM est présente dans les salles de négociation, elle est présente pour informer, pour répondre aux questions des négociateurs, ce n'est pas son rôle de participer directement aux négociations. Nous, on essaye de produire une science qui est la plus claire possible. La science, elle est la science. Après, la façon dont la science est interprétée et dont les décisions sont prises, évidemment, par rapport aux résultats on ne peut être que déçu de... que la science ne soit peut-être pas considérée à son juste niveau, que les décisions qui soient prises soient toujours un peu à du minima, on va dire.

Maintenant, moi, je ne suis pas dans une position où je peux vous dire c'est bien, c'est mal. La communauté de l'OMM, d'une manière générale, est un peu déçue de ne pas avoir pu être plus ambitieuse, en particulier sur le développement des énergies renouvelables. En revanche on a eu une satisfaction sur le financement des alertes précoces. Sur ce plan-là, on est assez contents aussi de ce qui a pu être communiqué, de la voix apportée sur le fait qu'il faut investir davantage dans l'adaptation et dans la mise en place d'alertes précoces. Je pense que ce message-là est bien passé.

Marthe Akissi – Merci Brigitte. Alors, Durrel ? Je reviens vers vous concernant ce que vous avez dit précédemment concernant le sommet africain sur le climat en septembre 2025. Dans quelle mesure ces positions africaines ont obtenu gain de cause à la COP 30 ?

Durrel Halleson – Depuis sa première édition en 2023 à Nairobi cette initiative du sommet africain sur le changement climatique est devenue indispensable. Quand le Président du Kenya William Ruto, mettait en place cette initiative avec l'appui de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, c'était pour dire que le moment est arrivé pour l'Afrique de dire, on a eu mal, on ne veut plus. Il faut maintenant que nous, on tienne notre destin en main. Les résultats de ces sommets sont basés sur ce qui est prioritaire pour les africains. La voix de l'Afrique est portée ensuite comme une, par le groupe de négociateurs africains. C'est-à-dire que l'Afrique ne parle pas avec 54 pays. L'Afrique parle comme un seul homme dans la salle que ce soit sur le changement climatique et la biodiversité, le plastique, le commerce de faune. Tout n'est pas encore parfait mais on va voir comment ça va s'étendre.

Ce qui a été adopté lors de la Déclaration d'Addis Abeba en septembre 2025, était déjà le fruit des travaux de la conférence ministérielle africaine sur l'environnement qui s'était tenue en juin 2025 à Nairobi. Addis est venu apporter un cachet politique à ces décisions par la prise de position officielle des chefs d'État. Les positions sur la finance, la question de la transition, la question du bassin de la forêt du Congo sont autant d'éléments décidés à Addis et défendus à la COP 30. Le groupe africain des négociateurs arrête nos priorités. Ces priorités sont endossées par les ministres au sein de la conférence ministérielle africaine sur l'environnement. Et quand il y a un sommet comme le sommet africain sur le changement climatique, les chefs d'État adoptent cela comme la position africaine. Et c'est ça que l'Afrique amène dans les négociations internationales.

Marthe Akissi - D'accord. Dr. Dorsouma ? Tout à l'heure, on a parlé de l'Afrique qui pollue peu, mais qui en paie le prix. Comment est-ce qu'on peut contraindre les grands pollueurs à assumer la compensation de ce qu'ils laissent comme pollution ? Vous étiez à la COP30 et ça revient chaque année sur la table des discussions. On connaît les grands pollueurs, mais comment on peut les contraindre selon vous ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - À mon avis, il ne s'agit pas de contraindre. Qu'est-ce qu'il faut faire alors ? L'action climatique nécessite des efforts collectifs. Et vous l'avez dit déjà, le climat ne connaît pas de frontières. Les émissions de gaz à effet de serre produites par les industries chinoises peuvent traverser les frontières et puis affecter les autres. Et c'est le cas. Et si on devait contraindre les pays... On ne serait pas aujourd'hui là à avoir une trentième conférence

des parties. Il s'agit d'un processus. La COP, ce n'est pas juste aller à un événement, faire deux semaines et puis rentrer chez soi, non. C'est un processus qui va d'une année sur l'autre. Et si on a créé ce processus, c'est justement parce qu'on a besoin de l'action collective, on a besoin du multilatéralisme pour faire face à ce problème d'envergure planétaire. Donc, à mon avis, il n'y a pas un organisme qui aujourd'hui va contraindre un État de stopper une industrie quelconque. Les États sont gérés par leur souveraineté. Un État souverain, personne ne peut lui dicter ce qu'il doit faire. Mais on crée un cadre pour que des États souverains se mettent ensemble, prennent des décisions collectives pour limiter ou réduire leur impact, leur empreinte carbone. Et c'est ce que la COP offre dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique. Et je crois que c'est utile Comme cadre, même si ça prend du temps. Il est utile parce qu'à mon avis, si on devait contraindre, on n'arriverait à aucun résultat. Parce que les États vont dire, nous sommes souverains, nous allons faire ce qui nous semble bon. Donc créer un cadre de dialogue comme on le fait en ce moment, c'est très utile. Et je crois que malgré le temps que ça prend, il y a quand même des efforts. On a quand même vu des efforts qui ont été faits sur les 30 dernières années de COP, mais bien entendu ces efforts restent malgré tout insuffisants. Parce qu'il s'agit d'un problème très complexe, voyez-vous. Il s'agit de concilier développement et changement climatique. Les pays ont besoin de développer leurs économies. Aujourd'hui, sans nos économies, on ne peut pas survivre sur cette planète. Mais en même temps, comment faire développer nos économies en tenant compte des impératifs liés à la lutte contre le changement climatique ? Et c'est là où beaucoup de pays se trouvent à la croisée des chemins, en particulier les pays africains, qui ont un besoin important de se développer, qui ont des opportunités et des potentiels importants de développement. mais qui doivent tenir compte également des impératifs liés au changement climatique. Et tout en se disant que le modèle de développement adopté depuis l'ère industrielle jusqu'à aujourd'hui est celui-là qui nous a justement amenés vers les changements climatiques que nous vivons aujourd'hui. Est-ce qu'il n'y a pas moyen de repenser notre modèle de développement pour avoir un modèle de développement plus sobre en carbone, un modèle de développement qui tienne compte des effets négatifs des changements climatiques ? Moi, je crois que c'est vers là où on doit porter la réflexion plutôt que de contraindre les États à faire ci ou à faire ça. Ça ne marchera pas parce que les États vont toujours dire qu'ils ont leur souveraineté à protéger et ils n'ont de leçons à recevoir des personnes.

Marthe Akissi – Je vous remercie tous. Nous arrivons maintenant à notre deuxième parties. Nous avons lancé un appel à contribution auprès des journalistes, à la suite de quoi nous avons reçu une trentaine de questions. Nous avons procédé à une sélection pour n'en garder qu'une dizaine.

Je commence passe à la première question de Zenebe Hailu (Ethiopie) pour EBS TV : que doivent faire les Africains pour se préparer et utiliser le sommet de la COP 32, qui se tiendra en Afrique, comme une opportunité pour obtenir davantage de résultats ? La question est posée, la parole est libérée. Donc à vous, très chers experts, pour celui ou celle qui veut se prononcer.

Durrel Halleson – Ok, je peux répondre et peut-être Brigitte, Khadija et Al Hamndou peuvent compléter. C'est la sixième fois que la COP vient en Afrique et à chaque fois que ça arrive,

l'expression qui revient systématiquement est : « c'est la COP africaine ». Parce qu'on pensait que ça allait donner la solution pour nos questions, à nos besoins. Malheureusement, ce n'était pas le cas. Maintenant, voici la COP32 qui arrive encore en Afrique. Et on va encore entendre le même discours sur la COP africaine. Aux africains de prendre le leadership à cette occasion, comme l'a fait le Brésil. Le Brésil est venu avec une feuille de route et des questions à négocier. La présidence de la COP32 sera éthiopienne. Les pays africains devront dire ce qu'ils veulent tout en tenant compte des résultats des COP 30 et 31.

La COP26 de Glasgow avait posé une méthode. C'est à partir de cette méthode que nous devons spécifier nos priorités qui seront définies par notre groupe de négociateurs. Est-ce que l'Afrique, par exemple, pourrait mettre l'accent sur l'accès à l'énergie à la COP32. Je pense que c'est à nous de définir ce que l'on veut. Par exemple, le bassin du Congo pourrait être une bonne opportunité pour COP32. On a aussi la grande muraille verte. Voici les initiatives que nous avons déjà sur notre continent. Est-ce qu'on peut porter ces initiatives comme une solution au niveau mondial et que les autres pays puissent l'adopter et nous soutenir sur ça ?

Marthe Akissi - D'accord. Merci beaucoup. Merci pour toutes ces précisions. Quelqu'un voudrait compléter ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Merci. Je voudrais juste rebondir rapidement sur cette question et dire que l'Afrique est quand même le continent qui a commencé à bien se préparer pour les COP, il faut le dire, en ayant une structure assez solide. On a le groupe africain des négociateurs, qui a au-dessus de lui le conseil africain des ministres de l'Environnement, et au-dessus d'eux, il y a le comité des chefs d'État africains sur le changement climatique. Depuis 2009, l'Afrique est très organisée de ce côté-là, et je crois que vu cette structuration, je n'ai pas de crainte majeure pour la COP 32 n Éthiopie. Mais je voudrais juste préciser qu'avoir une COP sur le continent africain ne veut pas dire qu'on va utiliser la COP pour traiter seulement des problématiques africaines. La COP, c'est un événement mondial. Et toutes les questions vont être sur la table, y compris les questions portées par l'Afrique, notamment la question sur l'association spécifique du continent. Mais moi, je pense surtout que la COP32 sera une COP, à mon avis, à deux niveaux. Premièrement, c'est de consolider les acquis obtenus au cours des précédentes COP. Notamment ceux dont on a parlé aujourd'hui, les décisions sur la mobilisation de 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Quels sont les mécanismes pour s'assurer que l'accès à ces ressources soit fait de façon adéquate ? pour le continent africain, qui aujourd'hui fait face en matière de financement à trois défis. L'accessibilité, le coût et également à la disponibilité des financements, sans ajouter la question de la prédictibilité de ces financements. Donc, des détails précis sur l'accès à ces financements, c'est important, et les Africains vont mettre l'accent là-dessus. Également sur le financement et l'adaptation dont on a parlé, le triplement d'ici 2035. Comment ça va se faire ? À travers quels mécanismes, etc. Et l'autre aspect, je vais finir là-dessus, c'est l'évaluation des initiatives qui ont été lancées jusqu'à aujourd'hui. Vous savez, il y a dix ans, quand on était à la COP 21 à Paris, l'Afrique a porté deux initiatives à Paris. Une initiative sur ce qu'on appelle l'initiative sur les énergies renouvelables en Afrique et une autre initiative qui s'appelle l'initiative sur l'adaptation en Afrique. Dix ans ou douze ans après, où en est-on avec ces initiatives africaines ? Et entre-temps, d'autres initiatives ont émergé. Il est temps peut-être, et je crois que l'Afrique va faire cet exercice, de dire est-ce que ces initiatives

qu'on a lancées ont porté des fruits ? Si oui, lesquelles ? Sinon, pourquoi ? Je crois que ce sont des questions légitimes qui nécessiteront d'être posées en 2027 en Éthiopie. C'est la COP de l'Afrique. Les principaux points de l'Afrique seront sur la table, mais ce n'est pas garanti que ce sont toutes les problématiques du continent africain qui seront sur la table. Mais l'Afrique va quand même faire entendre sa voix en tant que COP africaine sur le continent africain.

Marthe Akissi - Merci beaucoup, Dr. Dorsouma, des initiatives africaines qui méritent bilan avant de participer à la COP32 en Éthiopie. Justement précision, la COP31 se passera aussi en Turquie. Je vais donner la parole à Brigitte, puis à Khadija Kabidi. Brigitte, vous avez la parole.

Brigitte Perrin - Oui, je voulais juste répondre à cette question sur la COP 32. Désolée, je reviens à la COP 32. D'un point de vue de la communication, deux éléments n'ont pas encore été mentionnés. Le premier, comme vous le savez, les Nations unies sont en train de se restructurer, de se régénérer, puisqu'il y a toute une série d'organisations qui sont en train de bouger physiquement, des organisations aussi importantes que l'UNICEF, UNWOMEN et d'autres dont le siège est en train d'être transféré en Afrique, à Nairobi. Il va y avoir tout un réseau, tout un écosystème onusien qui va aussi prendre pied en Afrique. Ça va avoir une importance parce que les acteurs de ces organisations-là Et les experts aussi qui vont informer ces organisations vont se transférer des États-Unis ou de l'Europe ou de certains centres onusiens vers l'Afrique. D'ici à la fin 2026, les organisations que j'ai citées vont voir leur siège transféré à Nairobi. Cela va augmenter l'expertise sur le sol africain des processus des Nations Unies. Pas nécessairement particulièrement sur le climat, mais ça va quand même jouer et créer un effet de loupe vers la compétence africaine.

La deuxième chose que je voulais amener ici, et ça c'est un sujet qu'on aura peut-être l'occasion de dire un peu plus tard, c'est la croissance de la désinformation climatique sur l'Afrique. J'en discutais avec la directrice du service météo sénégalais il y a quelques jours, lorsqu'on avait le congrès de l'OMM, qui me disait qu'on observe vraiment une vague de désinformation climatique qui est en train de commencer à s'abattre sur l'Afrique, qui touche d'abord l'Afrique anglophone, parce que souvent la désinformation climatique arrive d'abord en anglais, mais qui, d'après elle, allait évidemment aussi s'installer sur l'Afrique francophone. Qu'est-ce que ça veut dire pour nous et pour vous les journalistes ? Ça veut dire que vous allez devoir faire face à cette vague et vous allez devoir vous informer de la manière la plus sûre possible. Donc là, il y a tout un travail à faire, à mon avis, et on doit commencer à le faire dès aujourd'hui, pour réunir toutes les sources d'informations fiables sur le climat, l'environnement, la biodiversité en Afrique, et s'assurer que ces informations soient mises à disposition des médias, des acteurs de communication et des acteurs en général, pour s'assurer que ce terrain ne soit pas un terrain miné, mais que quand on cherche une information en vue de la COP32 en Afrique, on sache où aller la chercher. et là je profite de remercier évidemment en plus de tous les participants à ce panel et de féliciter le travail acharné de Julien Chambolle d'Africa 21 qui vraiment fait un travail extraordinaire pour réunir tous ces acteurs. Il s'assure toujours que tous les intervenants soient des gens qui aient une information très fiable et qu'ils soient absolument de première main. Et c'est un travail très important et donc je veux marquer cet élément aujourd'hui.

Et puis enfin, un point supplémentaire qui est aussi extrêmement important, en vue de la COP32, c'est l'éducation. L'éducation à tous les niveaux, mais là, on ne parle pas seulement des écoles, mais on parle aussi peut-être de l'éducation au climat, à l'environnement, à différents secteurs, comme le secteur privé, le secteur peut-être de la défense, les secteurs un peu moins communs, comme les parlementaires dans les différents pays, etc. Il y a tout un travail d'information, et d'intégration de ces données et de cette science qui doit atteindre tous les secteurs. Merci.

Marthe Akissi- Merci beaucoup à vous, Brigitte. Vous l'avez dit, le climat en Afrique aujourd'hui est devenu un terrain de désinformation. Il faut bien faire attention justement à ce pourquoi Africa 21 initie désormais ces rendez-vous environnement pour permettre à tous les journalistes d'avoir accès à des informations fiables pour bien informer les différentes communautés. Khadija Kabidi, vous avez quelque chose à ajouter avant que l'on ne passe à la prochaine question.

Dr. Khadija Kabidi - Oui, pour compléter ce que vient de dire Brigitte sur l'information. Avec le boom de l'intelligence artificielle on arrive aujourd'hui à faire beaucoup de choses, notamment en matière de fake news, ce qui crée beaucoup de confusion. Les médias ont un grand rôle à jouer pour contrer ce phénomène. Pour la COP je crois qu'il y a deux choses importantes à mentionner. D'abord, il faut avoir un mécanisme rationnel sur l'utilisation du financement pour l'Afrique. Ça, c'est très important. Donc, on a plus d'endettement. Donc, il faut des alternatives, des prêts ou des dons pour un petit peu baisser l'endettement, parce que ça pèse sur les capacités des États africains à agir. Le deuxième point, c'est qu'on veut assurer une transition verte, notamment avec l'énergie propre, afin d'atteindre les objectifs fixés. Il faut aussi par exemple que les systèmes d'alerte précoce puisse terminer de se répandre en Afrique, on n'a pas encore atteint la couverture à 100%.

Marthe Akissi - Merci beaucoup, Khadija. Merci. Nous poursuivons donc avec la série des questions de nos confrères et consœurs. La question suivante de Sokhna Bator Sall de l'Agence de Presse Sénégalaise : comment contraindre les grands pays pollueurs à assumer de compenser financièrement auprès de la communauté internationale et en particulier les pays les plus pauvres la transition vers de nouveaux modèles ? Je pense que la réponse a déjà été apportée par le Dr. Dorsouma.

Question suivante, toujours de la même journaliste : comment peut on aider les pays africains dépendant pour leurs revenus de l'extraction du pétrole et du gaz à sortir progressivement de cette dépendance, sans en sortir de manière trop brutale ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Oui, je pense que, juste pour ajouter un mot là-dessus, on a traité un tout petit peu déjà la question auparavant, mais juste pour dire que pour la question de la sortie des énergies fossiles, vous l'avez si bien dit, Marthe, c'est une sortie qui doit être progressive et qui doit être inclusive et juste. Parce que la question qui se pose, c'est, pourquoi voulez-vous que les pays pauvres aujourd'hui n'exploitent pas leur potentiel naturel pour se développer, alors que les pays riches en ont profité pendant des décennies, voire des siècles ? Cette sortie doit être juste et progressive. C'est pour cela qu'on l'appelle transition. Une transition ne se fait pas du jour au lendemain, ça prend du temps. Il faut mettre des mesures

d'accompagnement en place pour progressivement sortir de ces énergies fossiles. Donc, c'est pour ça qu'à la COP de Belém, il y a eu un mécanisme qui a été adopté sur la transition inclusive, et c'est pour justement adresser cette question-là. Deuxièmement, sur la question de la compensation. Vous savez, cette question a pollué les négociations pendant des années. Pendant des années, il y a eu cette division entre pays riches et pays pauvres. C'est vous qui êtes responsables du problème. Nous, on attend que vous nous compensez, puisque nous, on est victime des problèmes que vous avez causés. Et ça a empoisonné les discussions pendant de longues années. Et c'est pour cette raison qu'à la COP 27 de Charm-el-Cheikh il a été adopté un fonds en réponse aux pertes et dommages. Ce fonds a été lancé justement en réponse à cette question de compensation parce que les pays riches ne voulaient pas entendre parler de la compensation. Les pays pauvres, eux, ils insistaient là-dessus. Donc finalement, l'accord qui a été trouvé, c'est de créer un fonds en réponse aux pertes et dommages. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que ce fonds intervient pour appuyer les pays qui subissent les pertes et dommages liés au changement climatique. Heureusement, ce fonds a été opérationnalisé à la COP 28 à Dubaï. Aujourd'hui, il dispose de ressources. Ils ont lancé un appel à projet à la COP 30 à Belém, leur premier appel à projet, invitant les pays et les organisations à soumettre leurs demandes de financement en réponse aux pertes et dommages. Donc, cette question également a trouvé sa solution dans le cadre des négociations dans les COP. Merci.

Marthe Akissi - D'accord. Justement, il y a une nouvelle question sur le financement de Ferdinand Mbonihankuye du Burundi pour Ibihe News : pourquoi la plupart des pays africains n'arrivent pas à accéder aux financements climatiques mondiaux ? Quels sont les blocages ? Et Comment en sortir ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Je vais prendre celle-là parce que je suis habitué à y répondre depuis quelques années. Les défis sont de plusieurs ordres. Premièrement, la finance climat est une finance assez complexe et nouvelle. Les capacités en Afrique pour y accéder sont limitées. Pour accéder à la finance climatique, il faut avoir des projets, ce qu'on appelle aujourd'hui « bancables », c'est-à-dire des projets qui sont en mesure de rencontrer les exigences de ces fonds-là. L'une des exigences, c'est l'accréditation. C'est-à-dire qu'il faut disposer d'une ou des institutions qui sont capables d'aller vers ces fonds, de lever les financements et de les déployer. Il y a un processus en place, par exemple, pour le Fonds vert sur le climat, il y a un processus assez long. Moi, je le sais parce que j'ai été responsable de l'accréditation de la BAD au sein de ce fonds. Et ça nous a pris deux ans pour compléter le processus. Et là, imaginez ça à l'échelle des pays africains ayant des faibles capacités.

Deuxième point où moi je vois beaucoup de défis, c'est sur la perception du risque en Afrique. Vous savez, les fonds climatiques, ce n'est pas seulement les fonds publics, c'est aussi les fonds privés. Et malheureusement, aujourd'hui, la grande partie de la finance climatique qui vient en Afrique provient des fonds publics. Tout simplement parce que l'Afrique n'arrive pas encore à tirer les fonds privés. Et si elle n'arrive pas, c'est à cause de la perception du risque sur le continent africain, qui est élevée. Et cette perception est également liée à d'autres problèmes, notamment le rôle des médias. Les stéréotypes que les médias véhiculent sur le continent africain, vous savez, il y a un rapport récent là-dessus qui dit qu'à cause des stéréotypes, l'Afrique perd par an 42 milliards de dollars. Donc, si on n'arrive pas à améliorer cette

perception du risque, on ne pourra pas attirer des financements. Il faut rappeler qu'au niveau mondial une grande partie du financement climatique provient du secteur privé. Pour attirer les investisseurs privés, il faut améliorer cette perception du risque.

Et troisième et dernier point, il y en a plein, mais je vais m'arrêter à celui-là. C'est sur la question du coût. Le coût du financement. Pour accéder au financement aujourd'hui en Afrique, il faut payer un coût élevé. Juste un exemple. Un jeune entrepreneur en Afrique, pour accéder à un prêt bancaire, va peut-être payer un taux d'intérêt entre 15 à 30 %. Alors que dans les pays riches, un jeune entrepreneur peut accéder à un financement à un coût de 2 à 3 %. Donc, c'est très prohibitif et ça empêche que des initiatives puissent émerger pour attirer le financement. Donc, voilà quelques défis importants. Mais je crois qu'il y en a d'autres également qui sont sous-jacents à ceux que je viens d'évoquer.

Marthe Akissi - Merci beaucoup. Durrel, vous vouliez ajouter un mot ?

Durrel Halleson – Merci beaucoup, Marthe. Merci également à Julien et à toute l'équipe d'Afrique 21. Un des résultats de la COP 30 concerne également le journalisme et la désinformation, comme quelqu'un l'a mentionné précédemment. Il y a eu une déclaration sur l'intégrité de l'information à Belém. Je pense que c'est une bonne chose. Il faut que nos journalistes aussi prennent les choses en main. Il ne faut pas toujours que les journalistes attendent les événements. Je pense qu'il faut qu'on dépasse ça. Il faut qu'aujourd'hui que nos journalistes commencent à traiter les questions sur le fond, à l'exemple des questions sur le changement climatique. Je pense qu'il ne faut pas attendre la COP ou le sommet africain pour parler du changement climatique, mais il faut aller dans nos villages, aller dans nos assiettes pour voir, par exemple, qu'est-ce qu'on mange, comment ce qu'on mange aujourd'hui en Afrique est affecté par le changement climatique. Et c'est comme ça qu'on commence à changer la perception des gens par rapport à ces problèmes.

Marthe Akissi - Merci beaucoup. Merci à vous, Durrel, vraiment pour ce partage de connaissances. Je rappelle que vous êtes en charge de la politique et des partenariats au WWF Afrique. Merci vraiment pour ce partage d'expérience, parce que vous avez toujours été sur les différentes COP et au cœur des négociations. Et merci vraiment pour tous ces détails. Brigitte, vous vouliez ajouter quelque chose ?

Brigitte Perrin - Oui, très rapidement, pour rebondir sur ce qui vient d'être dit concernant l'intégrité de l'information. Je voulais juste dire qu'un des résultats de cette COP30, c'est la signature d'une déclaration pour l'intégrité de l'information sur le changement climatique. Cette déclaration a été signée par 15 pays. Il y a encore plusieurs pays qui vont la signer. Je ne sais pas s'il y a des pays africains qui ont déjà signé cette déclaration, mais il s'agit de l'initiative pour l'intégrité de l'information. Il s'agit de réunir toutes sortes d'acteurs : étatiques, non étatiques, ONG, secteurs privés et autres, pour constituer un fonds pour le soutien de l'intégrité de l'information un peu partout dans le monde. Donc ce fonds est en train d'être constitué, il a déjà eu un certain nombre de projets qui ont été financés par ce fonds. Il va y avoir, on l'espère, une montée en puissance de ce fonds et évidemment ce sera aussi une occasion pour certains pays africains de déposer des projets, si vous avez des projets particuliers en lien avec l'intégrité de l'information. C'est une initiative qui a été lancée par les Nations Unies, avec l'UNESCO, et

plusieurs autres organisations dont l'OMM qui a rejoint cette initiative. C'est un élément important à suivre d'ici la COP32, en particulier pour les médias et les gens qui sont actifs en communication climatique.

Marthe Akissi - Merci Brigitte. Toutes les références des documents mentionnés peuvent être retrouvées en fin de document. Nous passons à la prochaine question. Danny Magadju de RDC pour la Radio Kahuzi Bukavu : quels avantages les pays africains qui ne sont pas de grands émetteurs de gaz à effet de serre peuvent-ils tirer de la protection des forêts, essentielles à l'équilibre climatique mondial ??

Dr. Al Hamndou Dorsouma - À mon avis, au-delà de l'enjeu planétaire, la protection des forêts est d'abord et avant tout un enjeu local. Parce que les communautés qui protègent bien leurs forêts arrivent à bien s'en servir et en tirent de nombreux avantages : en termes d'agroforesterie, en termes de médecine traditionnelle, en termes également de protection contre les inondations. Il y a plus beaucoup d'avantages quand on protège ses forêts et c'est des avantages à l'échelle locale. À mon avis, on a tous intérêt à protéger nos forêts pour des avantages qui sont directs pour nos propres besoins et pour les besoins de nos propres populations, avant que ça ne devienne un enjeu planétaire de protection du climat mondial.

Marthe Akissi - Justement, en parlant d'avantages, une question de Rabah karali, d'Algérie, pour DZ Charikati et Ebourse.dz : quels sont les outils actuellement sur le continent africain pour soutenir les projets de restauration des écosystèmes ? Comment la Banque Africaine de développement est impliquée dans ces derniers ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - La BAD joue un rôle majeur dans la protection des écosystèmes forestiers d'Afrique. Nous sommes la première institution à lancer un fonds dédié à la forêt qui s'appelle le Fonds forestier sur les forêts du bassin du Congo en 2008. Un fonds qui a été mis en œuvre pendant dix ans et qui a financé plus de 100 projets en Afrique centrale pour justement protéger les forêts d'Afrique centrale. Nous sommes également un contributeur majeur à l'initiative de la Grande Muraille Verte dans le Sahel, comme le rapportait Durrel auparavant. Et nous avons mobilisé 6,5 milliards de dollars en appui à cette initiative qui consiste à restaurer 100 millions d'hectares de terre. dégradé dans les pays du Sahel, a séquestré 250 millions de tonnes de carbone et a créé 10 millions d'emplois verts. Donc ça c'est une initiative également, c'est aujourd'hui l'initiative la plus importante en Afrique en matière de restauration des terres. Et nous sommes également parties prenantes à l'appel de Belém dont j'ai fait allusion tout à l'heure, l'appel de Belém sur la protection des forêts d'Afrique centrale, qui a consisté à mobiliser 2,5 milliards de dollars pour la protection de cet écosystème majeur sur le continent africain. Nous avons plein d'autres initiatives à l'échelle locale, notamment au Maroc, au Kenya, en Tanzanie, etc., sur la protection des écosystèmes et la mobilisation également des ressources pour la protection d'autres écosystèmes tels que les ressources en eau, que ce soit les eaux de surface ou bien les eaux souterraines, dont dépendent également les écosystèmes.

Marthe Akissi - D'accord. Parlant d'initiatives sur les forêts, une question de Christophe Nyemeck Beat, du Cameroun, Est-ce qu'il existe des mécanismes ou initiatives pour financer la protection des mangroves au même titre qu'il en existe pour les forêts plus classiques ?

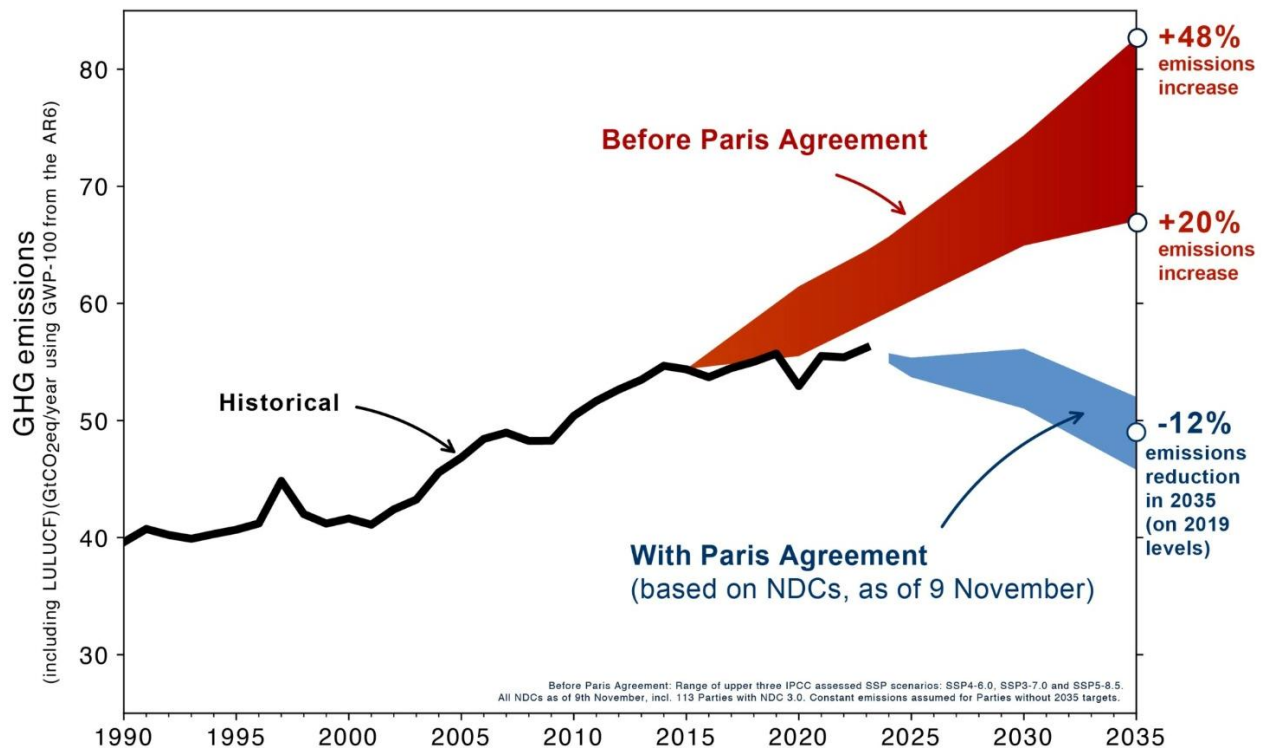
Dr. Al Hamndou Dorsouma - Il n'y a pas d'initiative mondiale sur les mangroves, à mon sens. Peut-être que je me trompe, mais Durrel devrait être bien placé pour nous éclairer là-dessus. Mais je sais qu'il y a beaucoup de projets consistant à la protection des mangroves. Et vous connaissez tous l'importance des mangroves. dans la protection des côtes du littoral africain. Également, les mangroves jouent un rôle de régulateur des écosystèmes. Donc, il y a beaucoup de projets. Nous, par exemple, on a des projets au Sénégal, sur toute la côte ouest africaine, notamment dans le golfe du Guinée, sur la protection des mangroves. Mais ça reste des projets à l'endroit des pays et des régions. Mais j'attends, je ne suis pas sûr qu'il y ait une initiative d'envergure mondiale sur les mangroves. C'est quelque chose à vérifier.

Marthe Akissi- D'accord. La prochaine question, je pense que Brigitte et Khadija Kabidi pourrons y répondre. Il s'agit de Charles Kolou, qui vient du Togo, pour Mongabay. Alors, il demande s'il est encore possible de maintenir le réchauffement à 1,5 degré comme prévu dans l'accord de Paris, si oui ? Quelles mesures ou mécanismes de transition énergétique ou d'autres secteurs pourront permettre de maintenir ce réchauffement à 1,5 degré Celsius ?

Brigitte Perrin - Je vais faire une réponse assez simple. C'est la réponse du secrétaire général de l'ONU. Il l'a dit à l'OMM il y a quelques semaines. Il est virtuellement impossible de maintenir cette température à 1,5 degré. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que même si on arrête ça maintenant, ça va être extrêmement difficile. Sur l'année 2025, on était déjà à 1,42°C sur les huit premiers mois de l'année. C'est très élevé pour une année où le phénomène La Niña a été assez important. Qu'est-ce que cela signifie ? La durée d'analyse pour pouvoir dire on a dépassé ou on n'a pas dépassé, elle va être de 20 à 30 ans. Il faut que pendant 20 à 30 ans, de façon régulière, on dépasse ces 1,5 pour pouvoir dire vraiment dire qu'on a dépassé les 1,5°C. Mais, je pense qu'il faut la poser un tout petit peu différemment. Même si on dépasse les 1,5°C, la question à se poser, c'est qu'est-ce qui se serait passé si l'accord de Paris n'avaient pas existé ? Où est-ce qu'on en serait ?

Et où est-ce qu'on en sera si on ne fait rien ? Donc maintenant, la question n'est pas de savoir si on est à 1.5°C ou 1.6°C mais de savoir, comment avec les efforts entrepris et accentués depuis l'Accord de Paris on peut limiter le plus possible le réchauffement. Le GIEC va sortir de nouveaux rapports qui vont donner des indications sur l'évolution. Ce qu'on regarde, nous, ce sont des chiffres annuels, donc année après année, comment la température augmente. Et effectivement, la température augmente constamment. Ces dix dernières années, la température a augmenté de manière significative.

Les dix dernières années ont été les années les plus chaudes. Et pour l'Afrique, 2024 a été +0,86°C au-dessus de la moyenne de 1991 à 2020. Donc, 2024 a été l'année la plus chaude ou la deuxième plus chaude jamais enregistrée selon les données. Pour rappel, l'OMM regarde toujours un ensemble de six données pour produire une moyenne.



Marthe Akissi - Merci beaucoup, Kadiga, Kabidi, une réponse ?

Dr. Khadija Kabidi - Je confirme ce qu'a dit Brigitte sur l'évolution de la température pour les dernières années. Un rapport de l'OMM a été publié et a servi de base pour la COP30, proposant des projections sur les cinq prochaines années de l'évolution de la température, confirmant également la tendance vers l'augmentation pour la dernière décennie au Maroc. Chaque année est plus chaude que l'année qui précède. On était en 2024 à +1,49°C, et pour 2025, on part sur +1,66°C avec les données disponibles actuellement.

Ce réchauffement repose toujours sur les mêmes phénomènes : forçage positif d'énergie du aux gaz à effet de serre qui continuent d'augmenter dans l'atmosphère, réchauffement des océans, changement sur les régimes météorologiques et de précipitations sur le monde entier, particulièrement en Afrique, etc.

Marthe Akissi- D'accord. Merci beaucoup. La prochaine question est une nouvelle question de Rabah karali, d'Algérie, pour DZ Charikati et Ebourse.dz : est-ce que la COP 30 a permis de prendre des décisions ou d'améliorer le développement des outils de prévention des catastrophes et des systèmes d'alerte précoce ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Je pense que la gestion des risques de catastrophe est gérée par un autre mécanisme qui s'appelle le Sendai Framework on Disaster Risk Reduction. C'est le cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe.

Cependant, la question des désastres est très liée également à la question des risques climatiques, bien sûr. Maintenant, quand on parle des désastres, ce n'est pas que les désastres climatiques. Il y a d'autres types de désastres qui sont non climatiques. Mais la COP n'est pas

vraiment l'endroit idéal pour discuter de tous les types de désastres, à part les désastres climatiques qui sont justement traités dans le cadre de la COP.

Marthe Akissi - D'accord. Merci beaucoup à vous, Docteur. Je pense que l'on va prendre maintenant quelques questions libres ou commentaires. Merci d'aller à l'essentiel quand vous posez votre question.

Badylon Kawanda Bakiman, de République démocratique du Congo, de la radio diocésaine Tomisa et pour le site web newsblogword - quelle est la place de l'Afrique par rapport aux 300 milliards du fonds d'adaptation que l'on a évoqués au niveau de la COP 30 ?

Charles Kolou, du Togo, pour Mongabay – Dépasserons nous ou pas les 1,5°C ? Que faut-il faire pour que nous ne dépassions pas cette limite ou au moins la stabiliser autour de cette valeur ?

Dr. Al Hamndou Dorsouma - Concernant les 300 milliards pour l'adaptation, je pense qu'il faut que l'Afrique commence à se préparer pour éviter justement de rater le coche, parce que ça va être, à mon avis, des financements via des projets, des projets « bancables ». Commencer déjà à développer un portefeuille de projets bancables, des projets prêts pour recevoir des investissements. Et c'est un travail que nous, on a déjà commencé ici à la BAD et on a présenté quelques-uns de ces projets issus de notre portefeuille de projets d'adaptation à la COP27. On ne divise pas la part par cinq pour dire que voilà, tel continent, voici votre part, ainsi de suite. Non, ce n'est pas comme ça, ça fonctionne. Ça fonctionne via des projets bancables et des projets qui vont livrer des résultats. Maintenant, sur l'autre question liée à 1,5 degré, moi, je crois que, d'ailleurs, ça a été dit à la COP28, toutes les trajectoires actuelles nous mènent vers 2,5 degrés Celsius. On n'y est pas, comme ça a été dit par Mme Perrin, paraphrasant le secrétaire général de l'ONU lui-même sur les 1,5 degré. c'est l'ambition, c'est ce que l'on souhaite, mais on n'y est pas. Je ne pense pas qu'on y sera. L'Afrique, je ne sais pas, des données auxquelles j'ai accès montrent que l'Afrique se réchauffe 1,5 fois plus que les autres régions du monde. Donc, on est, à mon sens, au-dessus de 1,5 degré. Maintenant, comment faire pour y arriver ? C'est pour cela qu'on demande à ce que chaque pays puisse soumettre, chaque 5 ans, des contributions déterminées au niveau national de plus en plus ambitieuses pour justement élever l'ambition, mettre en œuvre des initiatives d'envergure pour pouvoir être en deçà de la limite qui a été fixée. Mais malheureusement, Comme je l'ai dit, même ce qu'on appelle la génération des CDN 3.0 ne nous amène pas encore à cette trajectoire de 1,5 degré, plutôt à 2,5 degré. Voilà, je m'en arrête là et je vous remercie vraiment pour m'avoir invité à cet intéressant panel de discussion.

Marthe Akissi - C'est nous qui vous remercions, Dr. Dorsouma, pour tous ces détails. Merci beaucoup infiniment pour votre présence et votre disponibilité à participer à cette table ronde sur les questions climatiques et environnementales.

Je pense que l'on peut proposer à nos deux invitées restantes de conclure juste en donnant leur impression par rapport au rôle qu'ont les journalistes, les médias par rapport à la lutte contre le changement climatique. Si vous voulez dire un mot là-dessus en guise de conclusion, et puis après on remerciera tout le monde. D'accord ?

Je donne la parole déjà à Dr. Khadija Kabidi et ensuite à Brigitte Perrin.

Dr. Khadija Kabidi - L'importance des médias est primordiale. Comme on a dit, on est face à de plus en plus de désinformation. Donc, ils jouent un rôle important. pour informer et sensibiliser le public, les citoyens. Les médias permettent également de mobiliser, d'orienter, de s'adresser à des communautés pour des actions locales, en les sensibilisant, en les informant, c'est un moyen d'influencer les personnes pour la bonne prise de décision. C'est aussi un moyen de diffuser les alertes météorologiques à temps. Et aussi dans le sens inverse, l'information remonte pour connaître les résultats des actions, des mesures d'adaptation et le terrain, à travers les données, les réclamations, les besoins, pour pouvoir ajuster les choses et prendre les initiatives et les mesures nécessaires. Voilà, merci.

Marthe Akissi - Merci beaucoup. Merci à vous, Khadija Kabidi, vraiment pour ce partage de connaissances, surtout sur les réalités du Maghreb et du Maroc. Je vais passer la parole à Brigitte Perrin.

Brigitte Perrin - Merci beaucoup, Marthe. Oui, je vais faire très court parce qu'on a déjà tous beaucoup parlé. Mais je pense qu'il y a une chose que vous devez garder en tête, la science est compliquée. Les rapports que je vais partager avec vous, si vous vous plongez dedans, ils sont difficiles, ils sont difficiles même pour nous qui sommes dedans tous les jours, même pour les scientifiques qui travaillent dessus, chaque chiffre compte, chaque graphique est un peu complexe, parfois il contient trop d'informations, on n'a pas toujours les moyens de pouvoir simplifier cette information. Alors juste un mot pour vous encourager tous et toutes à raconter des histoires, c'est extrêmement important. Quand arrivent des événements météorologiques extrêmes ou lorsqu'il y a des situations météorologiques extrêmes comme une sécheresse et des vagues de chaleur et autres, allez vers les gens, allez vers les citoyens, allez vers ceux qui sont impactés par ces manifestations. Allez leur demander ce qu'ils ressentent, allez leur demander leurs émotions, laissez-les partager ce sentiment. J'ai fait cette expérience il y a deux ans, j'étais au Sénégal dans un village et je me promenais autour du village avec une des femmes du village et puis je leur ai demandé comment allaient les récoltes cette année. L'une d'elles m'a dit « Eh bien, cette année il y a eu une sécheresse ... mais bon, c'était terrible. On n'a presque rien eu... mais l'année prochaine, ça ira mieux ». Et puis, je lui ai posé la question. J'ai dit, mais pourquoi vous pensez que ça ira mieux ? Puis, elle m'a répondu, « parce que chaque année est différente ». Et en fait, il lui manquait peut-être cette information très simple qui est « non, peut-être que chaque année va être différente, mais chaque année, ça ne va pas aller mieux que l'année suivante ». Et ce n'est pas une bonne nouvelle, mais quelque part, en permettant de sensibiliser, de demander à la personne de raconter comment ça s'est passé sur ces cinq, six dernières années on permet une prise de conscience. Je pense que chacun d'entre nous est plus à même d'écouter les gens qui sont nos voisins, qui sont nos amis, notre famille, que d'écouter des scientifiques qu'on ne connaît pas. Et plus on va pouvoir écouter l'expérience et l'émotion des gens qui sont proches de nous, plus on aura d'impact. N'hésitez pas à asseoir vos articles, vos reportages sur la science avec des chiffres que vous arrivez à trouver dans nos rapports, mais faites partager les gens, faites-leur partager l'émotion qu'ils ont pu vivre à partir des événements qu'ils ont vécu, parce que c'est ça qui va vraiment parler aux gens. Ce ne sont pas les grands rapports, ce ne sont pas les chiffres, car ils sont pour tout le monde difficiles à comprendre. Voilà, asseoir vos reportages sur des chiffres, mais en montrant des exemples, en

faisant parler les gens, en faisant parler la population. C'est le meilleur service que vous pouvez rendre pour combattre la désinformation également. Merci beaucoup.

Marthe Akissi - Merci beaucoup. Merci à vous, Brigitte Perrin. C'est sur vos mots que cette table ronde virtuelle prend fin. Je dis merci déjà à chacun des invités, des panélistes qui ont bien voulu se rendre disponibles pour nous partager toutes ces informations sur le climat, décrypter, comprendre les enjeux environnementaux et climatiques à partir de la COP30. également en donnant aussi des recommandations et des conseils aux journalistes que nous sommes à traiter l'information environnementale et climatique sous un récit humanisé à travers la rencontre avec les communautés, les populations, connaître leurs besoins, intégrer leur quotidien face à un climat de plus en plus changeant qui bouleverse leur mode de vie. Et avec toutes ces informations, certes, la science est Et là aussi, pour nous accompagner par des chiffres, mais il faut humaniser toujours son texte pour permettre au public de mieux comprendre ces enjeux climatiques que nous, en tant que journalistes, abordons au quotidien. Et voilà, c'est ici qu'on s'arrête pour cette table ronde.

Documentation

Retrouvez ici les documents qui ont été partagés par nos intervenants :

- Communiqué de presse : Les conditions météorologiques extrêmes et les effets du changement climatique frappent durement l'Afrique ; OMM, 12 mai 2025.
Pour accéder au document : <https://wmo.int/fr/news/media-centre/les-conditions-meteorologiques-extremes-et-les-effets-du-changement-climatique-frappent-durement>
- Communiqué de presse : L'année 2025 devrait être la deuxième ou troisième année la plus chaude jamais enregistrée dans un contexte de tendance au réchauffement exceptionnellenent intense ; OMM, 6 novembre 2025.
Pour accéder au document : <https://wmo.int/fr/news/media-centre/lannee-2025-devrait-etre-la-deuxieme-ou-troisieme-annee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-dans-un>
- Etat du climat en Afrique 2024 ; n°1370, OMM, 2025.
Pour accéder au document : <https://library.wmo.int/viewer/69507/?offset=#page=1&viewer=picture&o=bookmark&n=0&q=>
- Zones critiques de sécheresse dans le monde (2023-2025) ; CNULCD, 2025.
Pour accéder au document : <https://www.unccd.int/resources/publications/drought-hotspots-around-world-2023-2025>
- Global Status of Multi-Hazard Early Warning Systems: 2025 ; World Meteorological Organization (WMO); United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR), 2025.
Pour accéder au document : <https://library.wmo.int/records/item/69684-global-status-of-multi-hazard-early-warning-systems-2025>